

Des politiques meilleures pour l'agriculture

Dernière mise à jour : 21 février 2017



© OCDE/Michael Dean

Des politiques meilleures pour l'agriculture

Les ministres de l'Agriculture et les représentants des 34 pays membres de l'OCDE et de l'UE, ainsi que de l'Afrique du Sud, de l'Arabie saoudite, de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Indonésie, de la Lettonie, de la Lituanie, du Pérou, de la Roumanie, de l'Ukraine, du Vietnam, ainsi que les représentants du BIAC, de la FAO, du FIDA, de l'IFPRI, de l'OMC, de l'ONU et du TUAC, se sont réunis à Paris pour la première fois depuis six ans, pour se pencher sur les défis et les opportunités qui se présentent au système alimentaire mondial, avec pour thème « Des politiques meilleures pour un système alimentaire mondial productif, durable et résilient ». Les ministres de l'Agriculture et les représentants des 34 pays membres de l'OCDE et de l'UE, ainsi que de l'Afrique du Sud, de l'Arabie saoudite, de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Indonésie, de la Lettonie, de la Lituanie, du Pérou, de la Roumanie, de l'Ukraine, du Vietnam, ainsi que les représentants du BIAC, de la FAO, du FIDA, de l'IFPRI, de l'OMC, de l'ONU et du TUAC, se sont réunis à Paris pour la première fois depuis six ans, pour se pencher sur les défis et les opportunités qui se présentent au système alimentaire mondial, avec pour thème

« Des politiques meilleures pour un système alimentaire mondial productif, durable et résilient ».

Les ministres M. Stéphane Le Foll (France) et M. Tom Vilsack (États-Unis), coprésidents de la réunion, ont dirigé pendant une journée et demie des discussions nourries sur le futur de l'agriculture et sur son rôle dans l'avenir du monde. Accompagnés de M. Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, ils ont ouvert la conférence ministérielle par une présentation de leur vision commune du secteur aux journalistes conviés et à d'autres invités.

Les coprésidents ont salué la participation de pays en passe de devenir membres de l'OCDE et d'autres non-membres invités, jugeant nécessaire d'encourager la coopération internationale et de prendre en compte un large éventail de points de vue dans la réflexion sur notre futur partagé. La présence de ces autres pays et la participation d'organisations internationales et des organes consultatifs auprès de l'OCDE (le Comité consultatif économique et industriel (BIAC) et la Commission syndicale consultative (TUAC)), ont enrichi le débat et apporté de nouvelles dimensions importantes à cette conférence ministérielle.

Nous avons d'abord axé nos réflexions sur les principaux enjeux qui attendent les systèmes agricole et alimentaire mondiaux. Le défi primordial que doit relever l'agriculture mondiale consiste à assurer la sécurité alimentaire de plus de 9 milliards de personnes d'ici 2050, en gérant de façon durable les ressources naturelles sur lesquelles repose notre système alimentaire. Dans le même temps, l'agriculture doit répondre aux défis soulevés par l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, contribuer à améliorer la nutrition et à promouvoir les opportunités économiques qui revitalisent les zones rurales et aident les petites exploitations confrontées à la pauvreté et à une croissance ralentie. Les objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU et l'Accord de Paris sur le changement climatique prévoient des cibles opérationnelles pour répondre à ces enjeux, dans un contexte marqué par une récurrence des chocs climatiques et des risques sanitaires, et une instabilité des marchés. La productivité est depuis longtemps dans la ligne de mire des pouvoirs publics et la durabilité suscite davantage d'intérêt depuis quelques années, mais la résilience des secteurs agricole et alimentaire face à ces risques n'est pas encore suffisamment prise en compte par l'action publique. Nos politiques doivent promouvoir la résilience des secteurs agricole et alimentaire et des collectivités rurales, ainsi que leur productivité et leur durabilité. Atteindre ces objectifs partagés nécessitera une coopération internationale soutenue.

Les ministres sont convenus qu'une transition était nécessaire en vue de mettre en place le cadre d'action qui conviendrait le mieux pour hisser le système agricole et alimentaire mondial au niveau requis de productivité, de durabilité et de résilience. Nous avons souscrit aux recommandations de longue date de l'OCDE selon lesquelles les politiques devraient avoir des objectifs transparents ;

viser des résultats précis et être calibrées de manière à les atteindre avec aussi peu d'impacts que possible sur les activités non concernées ; être suffisamment flexibles pour pouvoir être appliquées dans des situations variées et adaptées en cas de changement des priorités ; concorder avec les règles et obligations commerciales et assurer l'équité à l'intérieur des pays et entre eux. En outre, il faudra que les politiques soient plus cohérentes pour mettre en place le cadre d'action propice aux objectifs dont nous sommes convenus.

*Texte publié sous la responsabilité des co-présidents, les ministres Stéphane Le Foll, France et Thomas J Vilsack, États Unis. Le résumé complet de quatre pages est consultable à l'adresse <http://oe.cd/ag-ministerial-2016-summary>

Voir <http://oe.cd/ag-ministerial-2016-summary>

Retrouvez-nous sur Twitter #FutureofAg